**DRAFT : PROJET NET-IGF**

**Les transformations du système financier français : l’inspection générale des finances en action**

**LES TRANSFORMATIONS DU SYSTEME FINANCIER FRANÇAIS : LE RESEAU ELITAIRE DES INSPECTEURS GENERAUX DES FINANCES EN ACTION**

Nicolas BEDU, *Département économie, gestion and sciences sociales, Université d’Artois, LEM UMR CNRS 9221,* [nicolas.bedu@univ-artois.fr](mailto:nicolas.bedu@univ-artois.fr)

Thibaud DEGUILHEM, *Département économie, Université de Paris, LADYSS UMR CNRS 7533, thibaud.deguilhem@u-paris.fr*

Caroline GRANIER, *Chaire Énergie et Prospérité,* [caroline.granier@yahoo.fr](mailto:caroline.granier@yahoo.fr)

La thèse dominante pour expliquer la transformation du système financier français considère la libéralisation financière des années 1980 comme le point de basculement (Loriaux, 1991, Schmidt, 2003, O’Sullivan, 2007, Howarth, 2013). Durant cette décennie, la réglementation bancaire et financière connait une évolution sans précédent. Les banques peuvent désormais conduire leurs activités d’investissement et de dépôt au sein d’une même entité, le contrôle du crédit est abandonné par l’État qui introduit les marchés des produits dérivés et crée les premiers véhicules de titrisation. Cette évolution libérale résulterait de plusieurs phénomènes concomitants aux années 1980 : le développement international des marchés financiers, un interventionnisme moins efficace face au ralentissement de la croissance économique, et la libéralisation des marchés des capitaux en Europe dans le cadre de la construction européenne qui justifie la « modernisation » du système financier.

Pour autant, l’histoire « moderne » du système financier français (depuis la fin de la seconde guerre mondiale) ne corrobore que partiellement cette thèse. Les changements visibles des décennies 80 et 90 tendent à reléguer au second plan ceux moins connus de la fin de années 1950 et des années 1960 qui constituent pourtant un tournant dans le système financier français. Durant cette période, les idées libérales se développent en France notamment au sein du Trésor (Quennouëlle-Corre, 2000) coïncidant avec l’arrivée de hauts fonctionnaires issus de l’Inspection Générale des Finances (IGF) alors peu représentés au sein de l’institution. Ils perçoivent les marchés financiers comme un moyen de discipliner l’État emprunteur (Lemoine, 2013) et de nouvelles sources de financement pour les entreprises (Granier et Bédu, 2019).

Différents travaux issus de l’histoire, de la sociologie ou de l’économie politique (Quennouëlle-Corre, 2000 ; Lemoine ; 2013 ; Granier et Bédu, 2019) ont mis en évidence le rôle de certains inspecteurs des finances dans l’évolution libérale du système financier français. Parmi eux, Jean-Yves Haberer et Michel Pébereau qui ont respectivement été les « architectes » des Lois Debré de 1966 et 1967 et de la loi Monory de 1978. Les lois Debré, en mettant fin à la spécialisation des banques, ont constitué la première étape de la dérèglementation financière. La loi Monory de 1978, en instaurant une fiscalité avantageuse pour les investissements dans les OPCVM (l’équivalent européen des *mutual funds*), a permis le développement de la finance de marché en France, articulée autour des banques (Plihon, 1995, Plihon et al., 2006 ; Howarth, 2013, Granier et Bédu, 2019). Les carrières de Jean-Yves Haberer et Michel Pébereau se ressemblent à deux niveaux. Ils ont occupé des postes de direction au sein du Trésor et des grandes banques françaises devenues des « global leaders ». De nombreux inspecteurs des finances présentent des carrières similaires selon Granier et Bédu (2019) qui soulignent que ce phénomène, apparu lorsque les banques étaient détenues par l’État, a perduré après leur privatisation et demeure toujours d’actualité.

Si les travaux existants ont permis d’identifier certains acteurs « clés » tels que les deux cités précédemment, peu recourent à l’analyse des réseaux sociaux pour appréhender ce groupe social au sommet de l’administration publique. De ce point de vue, ce groupe social constitué par l’ensemble des inspecteurs constitue un *elite network* (Rahman Khan, 2012 ; Tholen et al., 2013 ; Cornwell et Dokshin, 2014) typique dans la mesure où il repose sur un recrutement très étroit (barrières à l’entrée, sélection et exclusion), un fonctionnement intra et intergénérationnel structuré autour d’échanges de ressources et de circulation des capitaux dans des jeux de réciprocité-dépendance s’inscrivant au sein d’un ensemble de relations interpersonnelles tissées tout au long des carrières socio-professionnelles des acteurs (Rouban, 2010b, 2012). Inspirés par le travail de Bourdieu autour du capital social, les outils proposés par la longue tradition de l’analyse des réseaux élitaires apparaissent particulièrement pertinents pour étudier les transformations du système financier français en se focalisant tout particulièrement sur l’accroissement du pouvoir et de l’influence d’acteurs centraux et d’organisations spécifiques dans un réseau bimodal. A travers la reconstruction d’une base de données unique à partir du *Dictionnaire historique des inspecteurs des finances 1801-2009* (Cardoni et al., 2012) et des carrières socio-professionnelles des inspecteurs entre XXX et 2019, ce papier propose de tester deux hypothèses sur la base d’un réseau bimodal original. (i.) La structure du réseau inter-organisationnel des institutions fréquentées par les inspecteurs permet de faire apparaître la centralisation du Trésor et des institutions bancaires participant ainsi à replacer l’IGF au cœur d’un processus institutionnel d’une financiarisation « à la française ». (ii.) Dès lors, une homophilie des trajectoires professionnelles se perpétue à partir des années 1990 conduisant les inspecteurs centraux dans le réseau des relations interpersonnelles à passer de l’IGF au secteur bancaire (nouvellement privatisé) avant d’engager un retour au sein des cabinets ministériels participant ainsi à la construction, la reproduction et la diffusion d’un « habitus de la financiarisation » au cœur de l’Etat dans la haute fonction publique (Rouban, 2010a, 2010b, 2012).

Bibliographie

Bourdieu P. (1980). ‘Le capital social’. *Actes de la recherche en sciences sociales*. 31(1): 2-3.

Cardoni, F., Carré de Malberg, N., Margairaz, M (2012). *Dictionnaire historique des Inspecteurs des Finances : 1801-2009*. Paris: Comité pour l’histoire économique et financière de la France-IGPDE.

Cornwell, B. & Dokshin, F. A. (2014). The power of integration: Affiliation and cohesion in a diverse elite network. *Social Forces*, 93(2), 803-831.

Granier C., Bédu N. (2019). ‘The role of banks and the State in the shaping of the French fund industry’. *Review of International Political Economy*, 26(4), 573-603.

Howarth, D. (2013) ‘State intervention and market-based banking in France’. in I. Hardie and D. Howarth (eds) *Market-Based Banking and the International Financial Crisis*,Oxford: Oxford University Press, pp. 128-150

Lemoine, B. (2013) ‘Dealing with the State: The Politics of French Sovereign Bond Transactions and Wholesaling’. *Sociétés contemporaines* 4(92): 59-88.

Loriaux, M. (1991) *After Hegemony: International Change and Financial Reform*. Cornell: Cornell University Press.

O’Sullivan, M. (2007) ‘Acting out of institutional change: understanding the recent transformation of the French financial system’. *Socio-Economic Review* 5(3): 389-436.

Plihon, D. (1995) ‘L’évolution de l’intermédiation bancaire (1950-1993)’. *Bulletin de la Banque de France* 21.

Plihon, D., Couppey-Soubeyran, J. Saïdane, D. (2006) *Les Banques : Acteurs de la Globalisation Financière*. Paris : La Documentation française.

Quennouëlle-Corre, L. (2000) *La Direction du Trésor 1947-1967. L’Etat-banquier et la croissance*.Paris: Comité pour l’histoire économique et financière de la France-IGPDE.

Rahman Khan, S. (2012) ‘The Sociology of Elites’. *Annual Review of Sociology*, 38(1), 361–377.

Rouban, L. (2010a) ‘Les élites de la réforme’. *Revue française d'administration publique*, 136(4), 865-879.

Rouban, L. (2010b) ‘L'inspection générale des Finances, 1958-2008 : pantouflage et renouveau des stratégies élitaires’. *Sociologies pratiques*, 21(2), 19-34.

Rouban, L. (2012) ‘L'État à l'épreuve du libéralisme : les entourages du pouvoir exécutif de 1974 à 2012’. *Revue française d'administration publique*, 142(2), 467-490.

Schmidt, V. (2003) ‘French capitalism transformed, yet still a third variety of capitalism’. *Economy and Society* 32(4): 526-554.

Tholen, G., Brown, P., Power, S., & Allouch, A. (2013). ‘The role of networks and connections in educational elites’ labour market entrance’. *Research in Social Stratification and Mobility*, 34, 142–154.